

Le mythe du Grand Satan

Tout ce que vous savez sur l'implication des Etats-Unis en Iran est faux

Ce texte est une traduction par Benoît Pélopidas de l'article paru dans The New Republic le 2 décembre 2009 avec l'autorisation de son auteur. Les vues qui y sont exprimées n'engagent que ce dernier.

Le régime iranien ne s'est jamais senti plus vulnérable. Et, du fait de cette vulnérabilité, il ne s'est jamais autant appuyé sur sa propre version de l'histoire. Ce récit, bien sûr, comporte un opposant principal, un personnage conjuré comme « le grand Satan ». Comme ce sobriquet coranique le suggère, la République islamique attribue des qualités surnaturelles à son adversaire. Depuis Washington, le grand Satan a le pouvoir d'envoyer des troupes de complices crier dans les rues et la remarquable capacité de concocter tous les maux de la société iranienne.

La puissance de ce récit tient à ce qu'il va au-delà de ces caractères mythologiques pour assembler la substance de l'histoire. C'est la CIA, nous dit cette histoire, qui a déposé un dirigeant iranien démocratiquement élu en 1953, puis a soutenu pendant 26 ans un Shah despote qui maltraitait impitoyablement son peuple.

Alors que les Iraniens protestaient après l'élection factice l'été dernier, le régime a brandi ce récit comme appui. Ses opposants ont été dénoncés comme les marionnettes de ces importuns qui avaient fait tant de mal au pays au cours du siècle précédent. L'Ayatollah Khamenei a ravivé l'histoire décrivant comment les Etats-Unis « s'étaient engagés dans des complots contre la nation dès les tous premiers jours. »

C'est un récit séduisant mais ce qui est étrange est le groupe qu'il a séduit : ces mêmes importuns, à Washington. Alors que le régime a vacillé ces derniers mois, beaucoup, aux Etats-Unis (et spécialement dans les plus hauts rangs du gouvernement) ont tenu leur langue. Il y a eu des réticences à exprimer une solidarité avec le mouvement vert ou à protester haut et fort contre les abus du régime, de peur que des critiques issues des Etats-Unis ne soient perçues comme la dernière pièce de cette histoire. Obama, quant à lui, a exprimé son soutien aux protestataires dans un langage passif. « Le monde continue d'être le témoin de leurs

puissants désirs de justice ». Telle est son étrange formulation, qui place les Etats-Unis dans une situation d'observateur.

On peut soutenir qu'il y a des raisons stratégiques pour lesquelles les Etats-Unis gardent le silence sur le sort du mouvement démocratique. Mais l'histoire n'en est pas une. Au contraire, la version des événements passés et présents que propose le régime est intéressée et, pour des moments décisifs, totalement infondée. Des documents, (dont certains ont récemment été déclassifiés) brossent un portrait tout différent de la politique étrangère vis-à-vis de l'Iran. Le Shah a pu être un allié pendant la guerre froide mais la relation était tendue. Derrière des portes closes, les Etats-Unis exerçaient une forte pression pour que le pays se démocratise. Au cours des périodes où les Etats-Unis n'ont pas été du côté du peuple iranien, ils l'ont payé très cher. Il est utile de revisiter cette histoire, non seulement parce que cela permet de la théorie manichéenne du passé échafaudée par les Mollahs, mais aussi parce que cela comporte d'importantes leçons quant à la façon dont les Etats-Unis peuvent manœuvrer dans la crise actuelle avec l'Iran.

S'il y a un événement qui a défini la mauvaise perception de l'implication américaine, c'est le coup d'Etat qui a évincé du pouvoir Mohammed Mossadegh, élu par le peuple, en 1953. Madeleine Albright et Barack Obama ont tous deux reconnu le rôle des Etats-Unis dans le coup d'Etat dans des discours qui ont été largement pris pour des excuses.

Dans une large mesure, la compréhension américaine de l'événement provient de l'essai publié en 1979 par Kermit Roosevelt Jr, le petit fils de Theodore [*Countercoup. The Struggle for the Control of Iran*, McGraw Hill, 1979 *NdT*]. Roosevelt, agent de la CIA, a en effet franchi la frontière et dépensé des sommes considérables en propagande visant à infliger à Mossadegh des blessures mortelles. Mais Roosevelt a exagéré la centralité de son rôle et, partant, celui des Etats-Unis dans le coup d'Etat. Il raconte cette histoire avec le plaisir ostentatoire d'un sous-John Le Carré. Même si des documents déclassifiés de la CIA viendront plus tard confirmer de nombreux détails de son récit, il est extrêmement intéressé. En dépit de ses maigres connaissances de la société iranienne et du fait qu'il ne parle pas persan, il décrit le lancement d'une campagne de propagande immédiatement efficace. Eisenhower a pu à l'occasion considérer des compte-rendus tels que celui là comme des « romans de gare ». Le livre de Roosevelt a pourtant une postérité durable. Il présente le coup d'Etat comme une manigance américano-britannique et, par inadvertance, absout Mossadegh de ses nombreux faux pas. Mais l'histoire confidentielle de sa chute est plus compliquée. Mossadegh avait initialement perçu les Américains comme ses alliés loyaux. Et les Etats-Unis

lui renvoyaient cette chaleur. C'est Franklin Delano Roosevelt qui a le premier prêté attention aux événements en Iran. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, des soldats américains étaient stationnés en Iran pour gérer le chemin de fer transnational, une ligne d'approvisionnement essentielle pour l'Armée Rouge sévèrement meurtrie. Et alors que Roosevelt quittait la conférence de Téhéran de 1943 avec Staline et Churchill, il s'est entretenu avec son envoyé, le Général Patrick Hurley et a formulé une nouvelle politique à l'égard de l'Iran. Ses objectifs premiers incluaient de promouvoir la démocratie et de débarrasser l'Iran des forces coloniales. Dans une rhétorique qui serait maintenant entachée de néoconservatisme, cette politique voulait clairement aider l'Iran à devenir une vitrine de la démocratie et l'avant-garde du Moyen-Orient. Huxley présenta ensuite cette politique dans les termes suivants : « [l'Iran] peut réaliser les principes de justice, liberté de conscience, liberté de la presse, liberté de parole, liberté de volonté, égalité, accès aux opportunités par le mérite et, dans une certaine mesure, liberté par rapport à la peur. » Mossadegh semblait représenter la promesse d'un Iran post-colonial. Même un partisan aussi ardent de la *Pax Americana* qu'Henry Luce était à l'aise avec l'idée d'en faire l'homme de l'année de *Time Magazine*. Mais l'idée de soutenir un démocrate post-colonial a nécessairement placé les Etats-Unis sur une trajectoire de collision avec leurs alliés. Churchill méprisait Mossadegh parce qu'il avait nationalisé les champs pétrolifères et les raffineries iraniennes, que les Britanniques considéraient comme leur héritage de droit. De retour à Londres, ils élaborèrent des plans pour se ressaisir militairement de ces atouts. Pendant près de deux ans, l'administration Truman, et en particulier le diplomate Averell Harriman, ont travaillé furieusement pour trouver une solution à cette impasse. Et même si ces efforts ont échoué, ils ont empêché une attaque britannique. Les Britanniques ont été tellement agacés par les efforts américains pour façonner un compromis qu'ils ont fini par croire que les Etats-Unis traitaient avec Mossadegh derrière leur dos.

Aucune de ces subtilités, bien sûr, ne mérite une mention dans la version que le régime donne de ces événements. Les religieux ne mentionnent pas non plus un détail dont l'ironie croît à chaque excuse d'un homme politique américain. C'est l'animosité des religieux à l'endroit de Mossadegh qui a préparé son expulsion. Un large groupe de religieux (des islamistes comme l'Ayatollah Abolgasem Kashani, un mentor de l'Ayatollah Ruhollah Khomeini) avaient tout d'abord soutenu Mossadegh. Mais, à la fin de l'année 1952, ils se sont retournés contre lui après qu'il a rejeté leurs demandes. L'Ayatollah Kashani a fait pression sur Mossadegh pour obtenir le droit de nommer des ministres clés. Un autre éminent religieux a appelé le Premier ministre à purger le service civil des Baha'is – un « fléau » du clergé

chiite. L'allégeance du clergé à Mossadegh s'est affaiblie encore davantage quand il a autorisé le parti Tudeh à prendre du pouvoir en dépit de son horreur du communisme. Une fois que Mossadegh a perdu l'allégeance du clergé, l'inévitabilité de son sort est devenue de plus en plus claire (il s'était aussi aliéné la classe moyenne, de plus en plus lasse de la bataille idéologique, et l'armée a plaidé pour son expulsion.)

Rien de tout cela ne vise à défendre le rôle des Etats-Unis dans le coup d'Etat. Mais ce n'était de loin pas le seul facteur décisif de la chute. En fait, dans l'exemple le plus évident d'immixtion des Etats-Unis dans l'histoire iranienne, ils sont en fait intervenus du côté de l'*establishment* religieux qui aujourd'hui se plaint si amèrement du Grand Satan.

L'histoire de l'implication américaine dans le pays ne permet pas un récit simple. D'une part, les Etats-Unis ont soutenu le Shah et l'ont aidé à consolider son régime. D'autre part, ils ont tenté en silence et opiniâtrement de pousser le Shah dans le sens d'un système plus démocratique. Les Américains ont aidé le Shah à créer sa police secrète redoutée, la Shavak, en 1957 et, l'année suivante, ont tenté de contrer sa poussée autoritaire. Pour les Etats-Unis, ces deux objectifs n'étaient pas contradictoires. La CIA et le Département d'Etat, qui préféraient le Shah à toute autre alternative, s'inquiétaient ouvertement de ce que le pays pouvait succomber à une révolution en l'absence de progrès substantiels vers la démocratie.

Toutefois, cette analyse a produit un état de tension constante entre le Shah et les Etats-Unis. Dans ses périodes de faiblesse, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, le Shah allait acquiescer lorsque les Américains vanteraient la démocratisation. Par exemple, en 1958, l'ambassadeur des Etats-Unis a dit au Shah qu'il devait lancer des mesures préventives telles qu'une campagne anti-corruption et des « discussions au coin du feu » avec le peuple d'Iran. Peu après, une nouvelle loi anti-corruption a été adoptée et le Shah a donné sa première conférence de presse. Mais il n'a jamais fait ces gestes avec la moindre conviction. Le changement social, croyait-il, ne pouvait être imposé qu'avec une main de fer. Quand les Américains formulaient leurs demandes, il avait une grande malice pour changer de sujet. Le Shah devait invariablement insister sur le fait que la pression à la démocratisation renforcerait simplement les communistes. De plus, la loi anti-corruption a vite quitté les esprits et n'a plus été utilisée que pour calmer les rancunes.

Les Américains étaient de plus en plus agacés par cet autoritarisme. Quand le Shah a été confronté à un coup d'Etat militaire en 1958, les Etats-Unis lui ont essentiellement donné un assentiment tacite. Ils n'ont rien fait pour passer le mot au Shah concernant le complot du général Valiollah Qarani. Ainsi, l'antenne de la CIA à Téhéran a arrangé la publication de

propagande opposée au régime dans la presse iranienne et a fait savoir au Shah que l'agence y avait semé les informations, soulignant ainsi son allégeance fluctuante. Comme le directeur de la CIA Allen Dulles l'a dit à l'occasion d'une réunion du Conseil de Sécurité Nationale : « l'avenir du Shah nous semble sombre à moins qu'il ne puisse être persuadé d'entreprendre de profondes réformes. » La tension entre les Etats-Unis et le Shah a atteint son paroxysme pendant les années Kennedy, quand l'administration a fondé sa politique en Iran sur les vues du juge de la Cour Suprême William Douglas. De ses voyages en Iran, Douglas a conclu que le Shah était un incorrigible despote et proposait d'augmenter la pression en faveur de la démocratie (Bobby Kennedy partageait aussi une aversion pour le Shah). Un groupe de travail de l'administration a même envisagé de mettre un terme au soutien du Shah globalement. Après tout, c'était le temps de l'Alliance pour le Progrès et des Corps de paix. L'administration avait moins de patience envers les alliés non-démocratiques. Mais le groupe de travail a conclu que les coûts de l'abandon étaient trop élevés. Au contraire, le Président Kennedy s'est appliqué à redoubler les efforts d'Eisenhower pour réformer le régime. Heureusement pour lui, Kennedy avait le parfait interlocuteur en la personne du Premier ministre Ali Amini. Ensemble, les Américains et Amini ont convaincu le Shah de tenter une transformation stupéfiante de l'Iran, comprenant le suffrage féminin, la réforme agraire et la réduction du budget militaire. Elle imaginait une nouvelle classe de technocrates organisant une bureaucratie modernisée. (Finalement, le Shah a convaincu les Américains que lui mieux que n'importe quel Premier ministre pouvait mener à bien ces réformes.)

Alors qu'il mettait en œuvre ces ambitieuses réformes – « la révolution blanche » –, il est entré en conflit avec l'Ayatollah Khomeini et sa cohorte. Les mollahs considéraient le suffrage féminin comme le premier pas vers la prostitution et la réforme agraire une transgression de la croyance musulmane en la sainteté de la propriété privée. Les mollahs ont dénoncé ces changements comme « des slogans malhonnêtes qui ne vont apporter que de la corruption, de la prostitution et d'autres misères. »

Mais, dans une large mesure, la révolution blanche fut un succès. L'économie iranienne a transcendé son statut semi-féodal et cru rapidement. Les femmes sont entrées dans la vie politique et dans le monde du travail, et même la Savak a suspendu son programme de torture et s'est globalement libéralisée.

Les principales sources de l'ire islamique – l'autonomisation des femmes et d'autres pièges de la modernité – ne pouvaient pas rassembler une large coalition, surtout pas une qui comprenait des communistes et des fractions mécontentes de la classe moyenne. Au lieu de cela, Khomeini et ses suiveurs ont essayé de se couler dans le langage de la gauche, ou au

moins d'octroyer au langage de la gauche un lustre Chiite. Les islamistes ont transposé des concepts classiques du marxisme dans leur propre discours : le « prolétariat » est devenu le « *Mostaz'af* » (les affaiblis), le « bourgeois » devient le « *Tagut* » (rebelle contre Dieu), et l'« impérialisme » est devenu « *Estekbar* » (l'arrogance)

Nonobstant tout leur travail pour pousser le Shah dans le sens de la démocratie, les Etats-Unis ont également, par inadvertance, encouragé ses opposants. En 1964, le Pentagone poussait le Shah à signer un accord de base qui offrirait aux Américains en Iran l'immunité diplomatique. Pendant un siècle, l'Iran avait été le champ de bataille des grandes puissances et cet accord sentait mauvais le colonialisme. Le fait que le Shah ait accepté cet accord a permis aux islamistes d'en faire un cri de ralliement.

Richard Nixon a donné une autre impulsion dans le sens de la Révolution. Il a ostentatoirement cessé de faire pression sur le Shah dans le sens d'une évolution vers la démocratie. Bien sûr, cette pression n'a eu que des résultats limités pendant les administrations précédentes. Cela n'a certainement pas abouti à une monarchie constitutionnelle de type européen. Mais cela améliorerait les conditions à la marge et, dans une certaine mesure, faisait échec aux instincts autoritaires du Shah. Pourtant, Nixon et Kissinger ne misaient pas sur des valeurs aussi mièvres. Et ils avaient conclu que le Shah avait maintenant le contrôle total sur son pays. Dès lors, il n'était pas nécessaire de s'inquiéter des défis révolutionnaires. Le renseignement américain a donc ramené sa couverture de l'Iran au niveau de la Seconde Guerre mondiale. Et les Américains ont coupé leurs contacts avec l'opposition. Peut être est-ce pour cela que la CIA a été si aveugle vis-à-vis des événements de 1979.

En l'absence de pression des Etats-Unis, le Shah est entré dans une nouvelle phase maniaque. Abreuvé d'argent par le pic du prix du pétrole au début des années 1970, il entama ce que la CIA a appelé une « orgie du prêt ». Il donna presque de l'argent à quiconque en demandait, y compris aux pays occidentaux qui avaient aidé l'Iran autrefois. En privé, le Shah avait toujours décrit la démocratie comme seyant mieux au « monde aux yeux bleux. » Désormais, il agissait par rapport à ces sentiments. En 1975 il déclara – *royal fiat* – que l'Iran allait devenir un Etat à parti unique, usant de méthodes pseudo-fascistes. La montée d'une guérilla urbaine contre le Shah a créé une atmosphère incitant la Savak à déverser une vague de censure dans la société et de torture dans les prisons. Cet autoritarisme, bien sûr, a suscité un mécontentement généralisé. D'ici à ce que l'Iran soit porté à l'ébullition révolutionnaire, en hiver 1978, le Président Carter a confié à la vieille cheville ouvrière du département d'Etat, George Bill, qui avait voyagé en Iran une demie douzaine de fois, la responsabilité de

présenter une évaluation indépendante de la situation du pays. La doctrine Nixon, conclut-il, avait créé des conditions désastreuses. Seule une évolution rapide vers la démocratie pouvait éviter une crise. Toutefois, Ball voyait peu de candidats susceptibles de porter ce changement. Les Etats-Unis ont utilisé leur influence considérable sur les forces armées iraniennes pour dissuader ceux qui fomentaient un coup d'Etat. Mais ces efforts, qui s'exerçaient derrière des portes closes, n'ont rien fait pour changer le climat d'ensemble – et certainement rien pour diminuer l'anti-américanisme qui devait finalement aboutir au siège et à l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis.

En d'autres termes, l'implication des Etats-Unis en Iran est bien plus compliquée que ce que les mollahs présentent et que ce que les Américains réalisent. Ce n'était pas une farce de Guerre froide sans ambiguïté comme le Vietnam. Pendant la majorité de la période, les Etats-Unis ont soutenu la cause de la démocratie iranienne, et quand ils ont échoué à pousser le Shah dans cette direction, ils ont souffert. Les Etats-Unis seront-ils du côté de la démocratie iranienne maintenant ? L'inquiétude que l'on entend le plus souvent à Washington est qu'une telle position va se retourner contre eux. Cela va renforcer les mollahs en attisant le nationalisme du peuple iranien. Mais une telle interprétation se trompe sur le régime. Quoi que fassent les Etats-Unis – même s'ils conservent un silence étudié – le régime présentera ses opposants comme des instruments de Washington. Cette accusation est une nécessité politique pour les mollahs, et elle est profondément ancrée dans leur vision du monde. Par ailleurs, quelle que soit l'intensité avec laquelle les mollahs dénoncent le Grand Satan, les Etats-Unis conservent des taux d'approbation élevés dans le pays. D'après un sondage, les Iraniens dans l'ensemble restent disposés favorablement à l'égard des Etats-Unis.

Cela ne veut pas dire qu'Obama devrait abandonner l'idée d'implication. Les démocrates iraniens ont depuis longtemps soutenu cette politique. Mais ils se sont aussi souciés de sa mauvaise mise en œuvre. Les négociations avec les religieux qui ignorent les droits de l'homme et la démocratie sont en effet une sorte d'apaisement. Quand l'administration Obama parle aux mollahs d'armes nucléaires, elle devrait mettre en avant ces préoccupations – comme l'administration Reagan l'a fait dans ces dernières négociations avec les Soviétiques. Elle peut utiliser ces rencontres pour adresser un message profondément inspirant aux démocrates iraniens. Au fond, ces Iraniens sont le plus grand espoir de la communauté internationale pour résoudre l'impasse nucléaire actuelle.

Mais quelle que soit la politique que l'administration Obama adopte, elle ne doit pas laisser un récit historique tendancieux lui lier les mains. Le passé ne doit pas peser sur les



Etats-Unis du poids de la culpabilité. Il devrait plutôt offrir une bonne leçon quant au risque encouru s'ils ne sont pas du côté de la démocratie.